

Nous former aux enjeux environnementaux et sociaux, mission impossible ou réelle opportunité ?

Depuis 2023, tous les parcours de licence doivent former les étudiants aux enjeux des transitions sociale et écologique, impliquant la formation des enseignants eux-mêmes pour dispenser ces savoirs qui sont apparus ces dernières années avec le changement climatique provoqué par l'activité humaine.

Par **SÉBASTIEN LEURENT**,
maître de conférences en mathématiques à Dijon

Nos modes de vie, de production et de consommation ne permettent pas que les générations suivantes bénéficient d'une biodiversité et d'un climat propices aux activités humaines, d'un air propre et d'une eau saine. Et, pour l'instant, nous ne changeons pas dans une direction et à un rythme qui garantissent les conditions de vie des générations suivantes.

Le plus troublant est que dans tous les pays dits « démocratiques », la population connaît ce constat sans que cela aboutisse aux choix collectifs nécessaires. Cela tient en partie au fossé entre la simple prise de conscience d'un problème et la capacité à choisir des changements pertinents et à les mettre en œuvre. C'est pourquoi l'État nous demande de former toutes et tous nos étudiantes (depuis 2023, tous les parcours de licence seraient censés former aux enjeux des transitions sociale et écologique), et de nous former nous-mêmes (toutes et tous les fonctionnaires doivent l'être d'ici à 2027). Dans leur pénurie de moyens criante, rares sont les universités où cela sera fait dans les temps, laissant craindre qu'en se défaussant sur les universités, l'État ait simplement prétendu à moindre frais s'être saisi du problème.

LEVIER D'ACTION

Concernant la formation des universitaires, comment pouvons-nous au contraire en faire un vrai levier d'action, pour irriguer ensuite nos activités d'enseignement et de recherche, comme nos vies de citoyen-nes ?

Un premier enjeu essentiel consiste en l'équilibre entre la clarté des objectifs (nous mettre en position d'amorcer des changements) et le respect de chacun·e (non-jugement) : un écueil serait que des propos moralisateurs ne braquent des collègues qui n'aient pas demandé à suivre cette formation. L'écueil opposé serait de se réfugier vers des exposés purement techniques qui nous rendraient expert·es en climatologie, en droit de l'environnement ou encore en sociologie de l'alimentation, sans fournir des clés pour adopter des changements concrets.

De même, nous n'analyserons correctement la situation que si nous nous familiarisons avec un spectre disciplinaire extrêmement large (géophysique, sciences humaines, ingénierie, etc.). Mais nous devons aussi appréhender le rôle de notre propre discipline : par exemple, me concernant, je n'avais pas l'habitude de m'interroger sur l'impact des outils mathématiques sur nos modes de pensée et d'organisation, qui contribuent à cette crise.

ADHÉSION DES PERSONNELS

Un deuxième enjeu crucial consiste à s'adresser à des humains, avec leur sensibilité, leurs émotions et leurs préoccupations. S'il est indispensable d'apporter des pistes de solutions au constat anxiogène sur la crise environnementale, cela ne répondra pas au besoin de toutes les personnes : certain·es auront besoin d'écoute empathique, d'autres d'une mise en récit, etc.

De nombreux autres points de vigilance méritent évidemment d'être soulevés (comme l'ajustement aux connaissances de la personne qui se forme), mais le point essentiel reste d'assurer l'adhésion du personnel. Cela passe à la fois par une mise en place collégiale qui associe largement le personnel, et par des questions financières évidentes. Dans mon université, le travail sur la formation des universitaires à ces enjeux est balbutiant et les collègues chargé·es de la concevoir et de la mettre en œuvre ont dû commencer par répondre à un appel à projets pour financer la décharge qui leur permettra d'y consacrer du temps. Cela en dit long sur les priorités de nos financeurs... ■

